



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Schweizerisches Handelsamtsblatt SHAB
Feuille officielle suisse du commerce FOSC
Foglio ufficiale svizzero di commercio FUSC
Swiss Official Gazette of Commerce SOGC

Rubrique: Communications d'entreprises
Sous-rubrique: Invitation à l'assemblée générale
Date de publication: SHAB 03.04.2024
Visible par le public jusqu'au: 03.04.2025
Numéro de publication: UP04-0000006027

Entité de publication
The Swatch Group AG, Seevorstadt 6, 2501 Biel/Bienne

Invitation à l'assemblée générale ordinaire de The Swatch Group AG

Organisation concernée:
The Swatch Group AG
CHE-101.374.515
c/o: Caisse de pensions Swatch Group
faubourg de l'Hôpital 3
2000 Neuchâtel

Indications concernant l'assemblée générale:
08.05.2024, 10:00 heures, Biel/Bienne

Texte d'invitation/ordre du jour:
Invitation à l'Assemblée générale ordinaire The Swatch Group SA le 8 mai 2024. Ordre du jour voir annexe.

INVITATION

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires aura lieu, conformément aux art. 12 ss des statuts de la société, le mercredi 8 mai 2024, à 10h00 (CEST), de façon virtuelle, à savoir sans présence physique des actionnaires.

En raison de l'absence de locaux pouvant accueillir plusieurs milliers d'actionnaires dans la région de Biel/Bienne et dans l'ouest de l'Arc Jurassien, le Conseil d'administration a de nouveau décidé sur la base de l'art. 701d al. 1 du code des obligations (CO) de tenir l'Assemblée générale sous forme électronique, sans lieu de réunion. Les actionnaires ont par conséquent la possibilité soit de donner les instructions de vote à l'avance au représentant indépendant, par écrit ou électroniquement, soit de participer à l'Assemblée générale en ligne via Internet et de voter électroniquement.

ORDRE DU JOUR

1. Rapport de gestion 2023

1.1 Rapport annuel du Conseil d'administration pour l'exercice 2023

1.2 Comptes annuels 2023 (bilan, compte de résultat et annexe) et comptes consolidés 2023

1.3 Rapports de l'organe de révision

1.4 Approbation desdits rapports et comptes

1.5 Approbation du rapport sur les questions non financières (rapport de développement durable 2023)

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports de l'organe de révision, d'approuver le rapport de gestion 2023 (rapport annuel, comptes annuels et comptes consolidés) et le rapport sur les questions non financières (rapport de développement durable 2023).

Motivation succincte: Le rapport annuel du Conseil d'administration, les comptes annuels et consolidés 2023 ainsi que les rapports de l'organe de révision figurent dans le rapport de gestion 2023. Le Swatch Group a réalisé durant l'exercice 2023 un chiffre d'affaires net de CHF 7'888 mio (+5.2% par rapport à l'exercice précédent), donnant lieu à un bénéfice opérationnel de CHF 1'191 mio (+2.8% par rapport à l'exercice précédent). La part des fonds propres est ainsi passée à CHF 12'258 mio (+1.7% par rapport à l'exercice précédent), respectivement à 86.1% du total du bilan. Les rapports de l'organe de révision attestent que les comptes annuels et consolidés 2023 sont conformes à la loi suisse et aux statuts de la société. Avec l'introduction de l'art. 964a CO, The Swatch Group SA est tenu d'établir un rapport sur les questions non financières à partir de l'exercice 2023. Le rapport sur les questions non financières a été établi conformément aux dispositions de l'article 964b CO. L'organe de révision recommande d'approuver les comptes annuels et consolidés 2023.

2. Décharge aux membres du Conseil d'administration et de la Direction générale

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale ordinaire de donner décharge à l'ensemble des membres du Conseil d'administration et de la Direction générale pour leur activité durant l'exercice 2023.

Motivation succincte: Le Conseil d'administration n'a pas connaissance d'incidents ou de faits susceptibles de remettre en question la décharge du Conseil d'administration ou des membres de la Direction générale pour l'exercice 2023. Pour plus d'informations, veuillez consulter le rapport de gestion 2023.

3. Décision sur l'emploi du bénéfice résultant du bilan

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale ordinaire d'utiliser le bénéfice disponible résultant du bilan de CHF 615'432'451.75 (résultat de l'exercice au 31.12.2023 de CHF 574'658'477.35 plus résultat reporté de l'exercice précédent de CHF 40'773'974.40), comme suit:

• Dividende sur le capital-actions de CHF 117'719'775.00	
CHF 1.30 par action nominative d'une valeur nominale de CHF 0.45	CHF 151'995'350.00
CHF 6.50 par action au porteur d'une valeur nominale de CHF 2.25	CHF 188'084'000.00
• Attribution à la réserve spéciale	CHF 250'000'000.00
• Report à nouveau	CHF 25'353'101.75
Total	CHF 615'432'451.75

Motivation succincte: La croissance du chiffre d'affaires, l'augmentation du résultat opérationnel et la part élevée des fonds propres de la société justifie selon le Conseil d'administration la hausse du dividende de 8.3% par rapport à l'exercice précédent. Pour plus d'informations, veuillez consulter le rapport de gestion 2023.

Le versement effectif dépend du nombre d'actions en circulation donnant droit au dividende le 10 mai 2024. Il est renoncé au paiement du dividende sur les actions détenues par le groupe. Le dividende sera versé à partir du 15 mai 2024. Le dernier jour de négoce donnant droit au paiement du dividende est le 10 mai 2024. Les actions seront négociées ex-dividende dès le 13 mai 2024.

4. Approbation des rémunérations

4.1 Rémunération fixe des membres du Conseil d'administration

4.1.1 Rémunération des fonctions du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale ordinaire d'approuver, pour la période allant de l'Assemblée générale ordinaire 2024 jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire 2025, un montant maximum de CHF 1'200'000 (contributions sociales de l'employeur non comprises), en tant que rémunération fixe pour les fonctions des membres du Conseil d'administration.

4.1.2 Rémunération des fonctions exécutives des membres du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale ordinaire d'approuver, pour l'exercice 2024, un montant maximum de CHF 2'900'000 (contributions sociales de l'employeur non comprises) en tant que rémunération fixe pour les fonctions exécutives des membres du Conseil d'administration.

4.2 Rémunération fixe des membres de la Direction générale du groupe et de la Direction générale élargie du groupe pour l'exercice 2024

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale ordinaire d'approuver, pour l'exercice 2024, un montant maximum de CHF 5'350'000 (contributions sociales de l'employeur non comprises) en tant que rémunération fixe des membres de la Direction générale du groupe et de la Direction générale élargie du groupe.

4.3 Rémunération variable des membres exécutifs du Conseil d'administration pour l'exercice 2023

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale ordinaire d'approuver, pour l'exercice 2023, un montant de CHF 7'452'400 (contributions sociales de l'employeur non comprises) en tant que rémunération variable des membres exécutifs du Conseil d'administration.

4.4 Rémunération variable des membres de la Direction générale du groupe et de la Direction générale élargie du groupe pour l'exercice 2023

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale ordinaire d'approuver, pour l'exercice 2023, un montant de CHF 14'680'563 (contributions sociales de l'employeur non comprises) en tant que rémunération variable des membres de la Direction générale du groupe et de la Direction générale élargie du groupe.

Motivation succincte: Des modifications resp. réallocations dans les propositions 4.1.1, 4.1.2 et 4.2 résultent de la proposition d'élire un membre supplémentaire au Conseil d'administration et au Comité de rémunération (voir propositions 5.7 et 6.7). Les rémunérations variables pour l'année écoulée 2023 (voir propositions 4.3 et 4.4) augmentent d'un peu moins de 3% par rapport à l'année précédente, après une réduction les années précédentes. Vous trouverez des informations détaillées sur les rémunérations dans le rapport de rémunération 2023.

5. Election du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale ordinaire de réélire Madame Nayla Hayek, Monsieur Ernst Tanner, Madame Daniela Aeschlimann, Monsieur Georges N. Hayek, Monsieur Claude Nicollier et Monsieur Jean-Pierre Roth en tant que membres du Conseil d'administration pour une nouvelle durée de fonction qui s'achève à la fin de la prochaine Assemblée générale ordinaire et d'élire Monsieur Marc A. Hayek en tant que nouveau membre du Conseil d'administration pour une durée de fonction qui s'achève à la fin de la prochaine Assemblée générale ordinaire. Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale ordinaire de réélire Madame Nayla Hayek en qualité de Présidente du Conseil d'administration pour une nouvelle durée de fonction qui s'achève à la fin de la prochaine Assemblée générale ordinaire.

5.1 Réélection de Madame Nayla Hayek

5.2 Réélection de Monsieur Ernst Tanner

5.3 Réélection de Madame Daniela Aeschlimann

5.4 Réélection de Monsieur Georges N. Hayek

5.5 Réélection de Monsieur Claude Nicollier

5.6 Réélection de Monsieur Jean-Pierre Roth

5.7 Élection de Monsieur Marc A. Hayek

5.8 Réélection de Madame Nayla Hayek en qualité de Présidente du Conseil d'administration

Motivation succincte: Selon l'art. 710 CO, les membres du Conseil d'administration sont élus individuellement pour une durée de fonctions qui s'achève à la fin de l'Assemblée générale ordinaire suivante. Les membres actuels du Conseil d'administration se tiennent à disposition pour une réélection. Vous trouverez une vue d'ensemble des curriculums vitae et des fonctions de chaque membre du Conseil d'administration dans la partie "Gouvernance d'entreprise" du rapport de gestion 2023. Monsieur Marc A. Hayek est membre de la Direction générale du Groupe depuis 2005, il est CEO de Blancpain et Président des marques Breguet, Blancpain, Glashütte Original et Jaquet Droz. Le Conseil d'administration soutient à l'unanimité cette nomination.

[Seule la version allemande fait foi.]

6. Election du Comité de rémunération

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale ordinaire de réélire Madame Nayla Hayek, Monsieur Ernst Tanner, Madame Daniela Aeschlimann, Monsieur Georges N. Hayek, Monsieur Claude Nicollier et Monsieur Jean-Pierre Roth en tant que membres du comité de rémunération, chacun pour une nouvelle durée de fonction qui s'achève à la fin de la prochaine Assemblée générale ordinaire et d'élire Monsieur Marc A. Hayek en tant que nouveau membre du comité de rémunération pour une durée de fonction qui s'achève à la fin de la prochaine Assemblée générale ordinaire.

6.1 Réélection de Madame Nayla Hayek

6.2 Réélection de Monsieur Ernst Tanner

6.3 Réélection de Madame Daniela Aeschlimann

6.4 Réélection de Monsieur Georges N. Hayek

6.5 Réélection de Monsieur Claude Nicollier

6.6 Réélection de Monsieur Jean-Pierre Roth

6.7 Élection de Monsieur Marc A. Hayek

Motivation succincte: De même que pour les membres du Conseil d'administration, les membres du Comité de rémunération doivent également être élus individuellement pour une durée de fonction qui s'achève à la fin de l'Assemblée générale ordinaire suivante. Selon l'art. 733 CO, seuls les membres du Conseil d'administration sont éligibles. La réélection est possible. Le Conseil d'administration propose d'appliquer l'art. 28 al. 4 des statuts de la société.

7. Election du représentant indépendant

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale ordinaire d'élire Proxy Voting Services GmbH, Zurich, Suisse, comme représentant indépendant pour une durée de fonction qui s'achève à la fin de la prochaine Assemblée générale ordinaire.

Motivation succincte: Selon l'art. 689c al. 1 CO, la société élit un représentant indépendant lors de l'Assemblée générale. La durée de fonction s'achève à la fin de l'Assemblée générale ordinaire suivante. La réélection est possible. Le représentant indépendant peut être, selon l'art. 689b al. 5 CO, une personne physique ou morale. Monsieur Bernhard Lehmann a décidé de prendre sa retraite. Le Conseil d'administration le remercie pour son engagement de longue date comme représentant indépendant. La société Proxy Voting Services GmbH remplit les critères d'indépendance et se tient à disposition pour une élection.

8. Election de l'organe de révision

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale ordinaire d'élire PricewaterhouseCoopers SA comme organe de révision pour une nouvelle durée de fonction qui s'achève à la fin de la prochaine Assemblée générale ordinaire.

Motivation succincte: Selon l'art. 698 al. 2 CO l'Assemblée générale doit élire l'organe de révision. PricewaterhouseCoopers SA se tient à disposition pour un nouveau mandat en tant qu'organe de révision. Par le biais des principes de rotation requis par la loi, PricewaterhouseCoopers SA garantit le respect des dispositions de l'art. 729 CO.

9. Modification des statuts de The Swatch Group SA

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale d'approuver les statuts de The Swatch Group SA dans leur nouvelle teneur, tels que publiés dans la Feuille officielle suisse du commerce (FOSC).

Motivation succincte: Le nouveau droit de la société anonyme est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2023. Les statuts doivent être adaptés dans les deux ans qui suivent. Un aperçu de la proposition de modification des statuts peut être consulté dans la brochure "Révision des statuts" ci-jointe ou sur notre site internet www.swatchgroup.com/ag.

Neuchâtel et Biel/Bienne, le 28 mars 2024

Avec nos meilleures salutations.

Au nom du Conseil d'administration

N. Hayek

La Présidente

Annexe:

- Brochure "Révision des statuts"

[Seule la version allemande fait foi.]

INFORMATIONS ORGANISATIONNELLES

Pour l'Assemblée générale virtuelle du 8 mai 2024, les actionnaires ont la possibilité soit de donner les instructions de vote à l'avance au représentant indépendant, **par écrit** ou **électroniquement**, soit de participer le 8 mai 2024 à l'Assemblée générale **en ligne** et **électroniquement**. Monsieur Bernhard Lehmann, case postale, 8032 Zürich, Suisse, a été élu en tant que **représentant indépendant** lors de la dernière Assemblée générale ordinaire.

Les **titulaires d'actions nominatives** avec droit de vote et inscrits jusqu'au **17 avril 2024** (fermeture du registre) au registre des actions sont, dans le cas d'instructions de vote sous forme écrite, priés de compléter le formulaire d'instructions de vote et de le retourner **au plus tard jusqu'au 30 avril 2024** à The Swatch Group SA, c/o Nimbus AG, Ziegelbrückstrasse 82, 8866 Ziegelbrücke, Suisse. Du **18 avril 2024 au 8 mai 2024 inclus**, le Registre des actions sera fermé.

Les **titulaires d'actions au porteur** peuvent obtenir jusqu'au **30 avril 2024 au plus tard** les documents qui permettent de donner la procuration et les instructions de vote, par écrit ou électroniquement au représentant indépendant, ainsi que pour la participation en ligne, en demandant à leur banque de bloquer leurs actions en dépôt. La confirmation de blocage est à envoyer à The Swatch Group SA, c/o Nimbus AG, Ziegelbrückstrasse 82, 8866 Ziegelbrücke, Suisse. Les actions au porteur resteront bloquées jusqu'au jour suivant l'Assemblée générale. Les nouvelles dispositions légales de l'art. 689a al. 2 CO exigent que l'actionnaire au porteur qui souhaite exercer le droit de vote communique son nom et son lieu de domicile. C'est pourquoi nous ne pouvons plus accepter des confirmations de blocage où le nom, le prénom et l'adresse d'envoi de l'actionnaire ne sont pas indiqués. **La date limite de réception** des instructions de vote par écrit au représentant indépendant des titulaires d'actions au porteur est le **3 mai 2024**.

Instructions électroniques au représentant indépendant: Les actionnaires ont également la possibilité de donner leur procuration et leurs instructions de vote au représentant indépendant par voie électronique. La connexion s'effectue via swatchgroup.shapp.ch. Les données de connexion figurent, pour les titulaires d'actions nominatives, sur le formulaire d'instructions de vote. Les titulaires d'actions au porteur reçoivent les données de connexion à réception d'une confirmation bancaire de blocage. Les instructions électroniques sont à transmettre jusqu'au **dimanche 5 mai 2024, 23h59 (CEST) au plus tard**. En cas d'instructions électroniques au représentant indépendant, la participation à l'Assemblée générale ordinaire en ligne n'est plus possible. Les actionnaires qui souhaitent se faire représenter conformément à l'art. 16 al. 5 des statuts, établissent une procuration datée et signée avec droit de substitution, en indiquant le nom, le prénom, l'adresse et le domicile du représentant.

Participation en ligne: Les titulaires d'actions nominatives et au porteur ont la possibilité de participer le **8 mai 2024, à partir de 10h00 (CEST)**, à l'Assemblée générale ordinaire, en ligne via Internet, à l'aide d'un dispositif d'accès électronique (PC, tablette, etc.). La connexion s'effectue via swatchgroup.shapp.ch. Les données de connexion figurent, pour les titulaires d'actions nominatives, sur le formulaire "Instructions de vote ou participation électronique". Les titulaires d'actions au porteur reçoivent les données de connexion à réception d'une confirmation bancaire de blocage. Veuillez noter que The Swatch Group SA décline toute responsabilité pour tout problème technique lors de la retransmission dont la cause n'est pas du ressort de la société. Cela inclut par exemple tout problème technique du ressort privé de l'actionnaire tel qu'un échec lors de la connexion ou une perte soudaine de celle-ci, l'utilisation de matériel informatique ou de logiciels non compatibles, une connexion à l'aide d'un navigateur peu courant ou une manipulation incorrecte de son propre périphérique informatique lors de la connexion ou de la retransmission. En outre, les conditions générales d'utilisation (CGU) de la plateforme swatchgroup.shapp.ch s'appliquent. Si l'Assemblée générale ordinaire du 8 mai 2024 doit être interrompue en raison de problèmes techniques ou de pannes, tels qu'une défaillance totale ou partielle importante du réseau suisse de transmission de données, l'Assemblée générale ordinaire se poursuivra, respectivement sera rattrapée, le vendredi 10 mai 2024 et/ou le lundi 13 mai 2024, chaque fois à 10h00 (CEST), sous forme électronique, sans lieu de réunion. L'ordre du jour ainsi que les données de connexion restent inchangés. Les éventuelles décisions prises par l'Assemblée générale avant l'incident technique restent valables. Tous les délais seront prolongés en conséquence. Le cas échéant, le registre des actions restera aussi fermé jusqu'au 10, respectivement jusqu'au 13 mai 2024 inclus.

Rapport de gestion: Le rapport de gestion 2023 qui comprend le rapport annuel et les comptes annuels, les comptes consolidés 2023, le rapport de rémunération et la proposition du Conseil d'administration concernant l'emploi du bénéfice résultant du bilan ainsi que les rapports de l'organe de révision, sont à disposition des actionnaires dès le 17 avril 2024, au siège social à Neuchâtel (adresse: Caisse de pensions Swatch Group, Faubourg de l'Hôpital 3, 2000 Neuchâtel, Suisse), auprès de la société à la Rue Nicolas-G.-Hayek 2, 2502 Biel/Bienne, ainsi que sur internet à l'adresse www.swatchgroup.com/rapport_de_gestion. Pour des raisons écologiques, nous renonçons à un envoi du rapport de gestion aux actionnaires. Nous prions les actionnaires qui souhaitent néanmoins recevoir le rapport de gestion 2023 et le rapport de développement durable 2023 de cocher la case correspondante sur le formulaire "Instructions de vote ou participation électronique".



Cadeau aux actionnaires:

Seuls les actionnaires ayant le droit de vote qui se font représenter par écrit ou électroniquement par le représentant indépendant ou qui votes électroniquement lors de l'Assemblée générale reçoivent le cadeau aux actionnaires après l'Assemblée générale, à leur adresse en Suisse. Aucun cadeau n'est envoyé à une adresse à l'étranger.

C. Neuer Statutentext (Antrag)

Die neuen Statuten werden im Handelsregister des Kantons Neuenburg in deutscher Sprache hinterlegt.

Statuten The Swatch Group AG

I. FIRMA, SITZ, ZWECK UND DAUER DER GESELLSCHAFT

Artikel 1 Firma und Sitz

Unter der Firma

**The Swatch Group AG
The Swatch Group SA
The Swatch Group Ltd**

besteht eine Aktiengesellschaft mit Sitz in Neuenburg.

Die Gesellschaft kann Zweigniederlassungen errichten.

Artikel 2 Zweck

- 1 Die Gesellschaft bezweckt die Beteiligung an in- und ausländischen Unternehmen, insbesondere in den Bereichen Uhren, Uhrwerke, Uhrenkomponenten, Mikroelektronik, Mikromechanik, Telekommunikation, Automobile sowie in verwandten Gebieten.
- 2 Die Gesellschaft kann alle Geschäfte vornehmen, die ihr Zweck sowie die Anlage ihrer Mittel mit sich bringen können.
- 3 Die Gesellschaft ist berechtigt, Liegenschaften im In- und Ausland zu erwerben, zu belasten und zu verkaufen.
- 4 Die Gesellschaft kann Immaterialgüterrechte erwerben, verwalten, verwerten und insbesondere Lizenzen erteilen.
- 5 Die Gesellschaft ist berechtigt, selbst Betriebe zu führen.

Artikel 3 Dauer

Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt.

II. AKTIENKAPITAL

Artikel 4 Aktienkapital

- 1 Das Aktienkapital der Gesellschaft beträgt CHF 117'719'775.00.
- 2 Es ist eingeteilt in 116'919'500 Namenaktien im Nennwert von CHF 0.45 sowie in 28'936'000 Inhaberaktien im Nennwert von CHF 2.25.
- 3 Die Aktien sind voll einbezahlt.

Artikel 5 Erhöhung des Aktienkapitals

- 1 Das Aktienkapital kann jederzeit auf Beschluss der Generalversammlung durch Ausgabe weiterer Aktien erhöht werden.

- 2 Für die Erhöhung des Aktienkapitals gelten die entsprechenden Bestimmungen des Schweizer Rechts.
- 3 Soweit die Generalversammlung oder der Verwaltungsrat nichts anderes beschliesst, hat jeder Aktionär Anspruch auf den Teil der neu ausgegebenen Aktien, der seiner bisherigen Beteiligung entspricht.

Artikel 6 **Partizipationskapital**

- 1 Die Generalversammlung kann ein Partizipationskapital schaffen, dasselbe erhöhen oder den Verwaltungsrat zu den entsprechenden Beschlüssen ermächtigen. Die Partizipationsscheine lauten auf den Inhaber.
- 2 Die Partizipationsscheine gewähren einen gleichen Anspruch auf einen Anteil am Bilanzgewinn und am Liquidationsergebnis, der den Aktien zusteht; sie gewähren jedoch keine Mitgliedschaftsrechte. Insbesondere haben die Inhaber von Partizipationsscheinen kein Stimmrecht, kein Recht auf Teilnahme an der Generalversammlung und kein Recht auf deren Einberufung.

Artikel 7 **Bezugsrechte**

- 1 Der Beschluss der Generalversammlung über die Erhöhung des Aktien- und Partizipationskapitals darf das Bezugsrecht nur aus wichtigen Gründen aufheben. Als wichtige Gründe gelten insbesondere die Übernahme von Unternehmen, Unternehmensteilen oder Beteiligungen sowie die Beteiligung der Arbeitnehmer. Durch die Aufhebung des Bezugsrechts darf niemand in unsachlicher Weise begünstigt oder benachteiligt werden.
- 2 Wird das Partizipations- oder das Aktienkapital allein oder verhältnismässig stärker als das andere erhöht, so sind die Bezugsrechte so zuzuteilen, dass Aktionäre und Partizipanten am gesamten Kapital gleich wie bis anhin beteiligt bleiben können. Wenn das Aktien- und das Partizipationskapital gleichzeitig und im gleichen Verhältnis erhöht werden, beziehen Aktionäre nur Aktien und Partizipanten nur Partizipationsscheine.
- 3 Das Vorwegzeichnungsrecht der Aktionäre bei der Ausgabe von Wandel- oder Optionsanleihen kann durch den Verwaltungsrat beschränkt oder aufgehoben werden, wenn
 - a) die Emission mittels Platzierung im Publikum im betreffenden Zeitpunkt, insbesondere hinsichtlich Emissionskonditionen, als die geeignetste Emissionsform erscheint, oder wenn
 - b) die Wandel- oder Optionsanleihen als Gegenleistung an Beteiligte bei der Übernahme von deren Unternehmen, Teilen von deren Unternehmen oder Beteiligungen ausgegeben werden sollen.
- 4 Für Wandel- oder Optionsanleihen, die gemäss Beschluss des Verwaltungsrates den Aktionären nicht vorweg zur Zeichnung angeboten werden, gilt folgendes:
 - a) Wandelrechte dürfen längstens während 15 Jahren und Optionsrechte längstens während 10 Jahren ab dem Zeitpunkt der Emission der betreffenden Anleihe ausübbar sein.
 - b) Die Ausgabe der neuen Aktien erfolgt zu den jeweiligen Wandel- bzw. Optionsbedingungen. Wandel- bzw. Optionsanleihen sind zu marktüblichen Konditionen (einschliesslich der marktüblichen Verwässerungsschutzklauseln) zu emittieren. Der Wandel- bzw. Optionspreis muss mindestens dem Durchschnitt der letztbezahlten Börsenkurse in Zürich während der 5 Tage, die der Festlegung der definitiven Emissionskonditionen für die jeweilige Wandel- bzw. Optionsanleihe vorangehen, entsprechen.

- 5 Der Erwerb der Aktien durch die Ausübung von Wandel- und/oder Optionsrechten sowie jede nachfolgende Übertragung der Aktien unterliegen den Übertragungsbeschränkungen gemäss Art. 9 der Statuten.

Artikel 8 Form der Aktien und Partizipationsscheine

- 1 Die Aktien und Partizipationsscheine werden grundsätzlich als Bucheffekten geführt.
- 2 Die Gesellschaft kann jedoch nach eigenem Ermessen Urkunden ausstellen. Diese Urkunden tragen je die Faksimile-Unterschrift des Präsidenten und mindestens eines Mitgliedes des Verwaltungsrates.
- 3 Nicht verurkundete Namenaktien einschliesslich der daraus entstehenden Rechte können nur unter Berücksichtigung der entsprechenden Bestimmungen des Schweizer Rechts und der Statuten abgetreten werden. Die Zession bedarf zur Gültigkeit der Anzeige an die Gesellschaft. Die unverurkundeten Aktien und die daraus entstehenden Rechte werden unter Mitwirkung der Verwahrungsstellen, bei welcher der Aktionär diese buchmässig führen lässt, übertragen. Sie können auch nur zu Gunsten dieser Verwahrungsstelle verpfändet werden, wobei eine Anzeige an die Gesellschaft nicht erforderlich ist.

Die Bestimmungen von Artikel 9 gelten auch in Bezug auf die Übertragung unverurkundeter Namenaktien.

Artikel 9 Aktienbuch, Aktienübertragung, Vinkulierung der Namenaktien

- 1 Die Gesellschaft führt ein Aktienbuch, in dem die Eigentümer und Nutzniesser der Namenaktien mit Name und Adresse aufgeführt sind. Jeder Adresswechsel muss der Gesellschaft mitgeteilt werden. Das Aktienbuch enthält zwei Teile: „Aktionäre mit Stimmrecht“ und „Aktionäre ohne Stimmrecht“. Als Aktionär oder Nutzniesser gilt gegenüber der Gesellschaft nur, wer in einem dieser Teile gültig eingetragen ist. Der Aktionär mit Stimmrecht kann alle mit der Aktie verbundenen Rechte ausüben, unter Vorbehalt der statutarischen Beschränkungen. Der Aktionär ohne Stimmrecht kann weder das Stimmrecht noch die mit diesem zusammenhängenden Rechte ausüben.
- 2 Reicht ein Aktienerwerber ein Gesuch um Anerkennung als Aktionär bei der Gesellschaft ein, so gilt er als Aktionär ohne Stimmrecht, bis ihn die Gesellschaft als Aktionär mit Stimmrecht anerkannt hat. Lehnt die Gesellschaft das Gesuch des Erwerbers um Anerkennung nicht innert zwanzig Tagen ab, so ist er als Aktionär mit Stimmrecht anerkannt.
- 3 Der Verwaltungsrat lehnt den Eintrag eines Erwerbers als Aktionär mit Stimmrecht ab,
 - a) wenn dieser nicht ausdrücklich und schriftlich erklärt, die Aktien im eigenen Namen und auf eigene Rechnung erworben zu haben, oder
 - b) wenn dieser allein oder zusammen mit verbundenen Personen bereits über 5 % oder mehr des Namenaktienkapitals (direkt oder indirekt gehalten) verfügt oder soweit er nach der Eintragung über mehr als 5 % verfügen würde. Dabei gelten juristische Personen und Personengesellschaften, die untereinander kapital- oder stimmenmässig, durch einheitliche Leitung oder auf andere Weise verbunden sind, sowie alle natürlichen oder juristischen Personen oder Personengesellschaften, welche sich zum Zweck der Umgehung der Begrenzung zusammenschliessen, als eine Person.
- 4 Die Begrenzung auf 5 % gemäss den vorstehenden Bestimmungen ist auch anwendbar im Falle der Zeichnung oder des Erwerbes von Namenaktien in Ausübung von Options- oder Wandelrechten, die mit Aktien oder anderen durch die Gesellschaft oder Dritte ausgegebenen Titeln verbunden sind. Eine natürliche oder juristische Person oder Personengesellschaft, die als Treuhänder Aktien für Dritte erworben hat, wird für diese Aktien im Aktienbuch als Aktionär ohne Stimmrecht eingetragen. Dasselbe gilt bei einem Namenaktienbesitz von mehr als 5 % des Namenaktienkapitals für den diese Limite übersteigenden Teil der Aktien.

- 5 Der Verwaltungsrat kann in besonderen Fällen Ausnahmen von diesen Regeln bewilligen.
- 6 Der Verwaltungsrat hat den Eintrag einer natürlichen Person als Aktionär mit Stimmrecht auch bei Überschreitung der Prozentgrenzen vorzunehmen,
 - a) wenn sie am Stichtag des 31. Mai 1997 allein mit mindestens 5 % des Namenaktienkapitals im Aktienbuch eingetragen war, oder
 - b) wenn sie Ehegatte, Nachkomme oder Geschwister einer solchen Person nach lit. a hiervor ist, oder
 - c) soweit sie mit Stimmrecht eingetragene Namenaktien unmittelbar durch Erbgang, Erbteilung oder eheliches Güterrecht erworben hat, oder
 - d) wenn die natürliche Person mit Stimmrecht eingetragene Aktien von einer juristischen Person erwirbt, welche gemäss Abs. 7 hiernach im Aktienbuch eingetragen ist und an welcher der Erwerber mehrheitlich beteiligt ist.
- 7 Der Verwaltungsrat hat den Eintrag einer juristischen Person als Aktionär mit Stimmrecht auch bei Überschreitung der Prozentgrenzen vorzunehmen, wenn diese
 - a) am Stichtag des 31. Mai 1997 allein mit mindestens 5 % des Namenaktienkapitals im Aktienbuch eingetragen war, und
 - b) am Stichtag des 31. Mai 1997 sowie zum Zeitpunkt des neu angebehrten Eintrages von Personen beherrscht war, bzw. beherrscht wird, welche die Anforderungen gemäss Abs. 6, lit. a, b hievor erfüllen.
- 8 Der Verwaltungsrat hat den Eintrag eines Erwerbers als Aktionär mit Stimmrecht rückwirkend auf das Datum des Eintrages zu streichen, wenn die Eintragung durch falsche Angaben oder durch Umgehung von Eintragungsbeschränkungen erwirkt wurde.

Artikel 10 **Pflicht zur Unterbreitung eines Kaufangebotes**

Wer direkt, indirekt oder in gemeinsamer Absprache mit Dritten Beteiligungspapiere erwirbt und damit zusammen mit den Beteiligungspapieren, die er bereits besitzt, den Grenzwert von 49 Prozent der Stimmrechte, ob ausübbar oder nicht, überschreitet, muss ein öffentliches Kaufangebot für alle kotierten Beteiligungspapiere der Gesellschaft in Übereinstimmung mit den schweizerischen gesetzlichen Vorschriften unterbreiten.

III. ORGANISATION DER GESELLSCHAFT

A. Generalversammlung

Artikel 11 **Zuständigkeit der Generalversammlung**

Die Generalversammlung der Aktionäre ist das oberste Organ der Gesellschaft. Ihre gesetz- und statutengemässen Beschlüsse sind für alle Aktionäre verbindlich.

Artikel 12 **Ordentliche Generalversammlung**

Die ordentliche Generalversammlung findet jährlich innerhalb von sechs Monaten nach Abschluss des Geschäftsjahres statt und kann mit elektronischen Mitteln ohne Tagungsort durchgeführt werden.

Artikel 13 **Ausserordentliche Generalversammlung**

- 1 Eine ausserordentliche Generalversammlung wird einberufen, wenn der Verwaltungsrat oder die Revisionsstelle es für angezeigt erachten oder wenn es eine Generalversammlung beschliesst. Diese kann mit elektronischen Mitteln ohne Tagungsort durchgeführt werden.
- 2 Der Verwaltungsrat hat eine ausserordentliche Generalversammlung auch einzuberufen, wenn einer oder mehrere Aktionäre, die zusammen mindestens 5 % des Aktienkapitals oder der Stimmen vertreten, es schriftlich unter Angabe des Verhandlungsgegenstandes und der Anträge verlangen. Die ausserordentliche Generalversammlung hat innert 60 Tagen nach Eingang eines solchen Begehrens stattzufinden.

Artikel 14 **Einberufung der Generalversammlung, Traktanden**

- 1 Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat, nötigenfalls durch die Revisionsstelle einberufen.
- 2 Die Generalversammlung wird spätestens 20 Tage vor dem Versammlungstag durch Veröffentlichung im Schweizerischen Handelsamtsblatt einberufen.
Die im Aktienbuch eingetragenen Aktionäre können überdies durch Brief an die im Aktienbuch eingetragenen Adressen eingeladen werden.
- 3 Aktionäre, die 0,5 % des Aktienkapitals oder der Stimmen vertreten, können schriftlich und unter Angabe der Anträge die Traktandierung eines Verhandlungsgegenstandes verlangen.
- 4 Der Inhalt der Einberufung bestimmt sich in Übereinstimmung mit den schweizerischen gesetzlichen Vorschriften.
- 5 Über Anträge zu nicht gehörig angekündigten Verhandlungsgegenständen können keine Beschlüsse gefasst werden; ausgenommen sind Anträge auf Einberufung einer ausserordentlichen Generalversammlung oder auf Durchführung einer Sonderuntersuchung.
- 6 Mindestens 20 Tage vor der ordentlichen Generalversammlung sind der Geschäftsbericht, der Vergütungsbericht, der Bericht über nichtfinanzielle Belange, die Revisionsberichte und andere Berichte in Übereinstimmung mit den schweizerischen gesetzlichen Vorschriften den Aktionären elektronisch zugänglich zu machen.

Artikel 15 **Vorsitz der Generalversammlung; Protokoll**

- 1 Den Vorsitz in der Generalversammlung führt der Präsident oder bei dessen Verhinderung ein anderes vom Verwaltungsrat bezeichnetes Mitglied des Verwaltungsrates.
- 2 Der Vorsitzende bestimmt die protokollführende Person, die nicht Aktionär zu sein braucht, sowie einen oder mehrere Stimmzähler.
Das Protokoll muss von der protokollführenden Person und vom Vorsitzenden unterzeichnet werden.
- 3 Der Inhalt des Protokolls bestimmt sich in Übereinstimmung mit den schweizerischen gesetzlichen Vorschriften.

Artikel 16 **Stimmrecht und Vertretung der Aktionäre**

- 1 Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme.
Das Stimmrecht unterliegt den Bestimmungen gemäss Abs. 2 hiernach.
- 2 Bei der Ausübung des Stimmrechtes kann kein Aktionär für eigene und vertretene Aktien zusammen mehr als 5 % des gesamten Aktienkapitals direkt oder indirekt auf sich vereinigen.

Dabei gelten juristische Personen, die durch Kapital, Stimmkraft, Leitung oder auf andere Weise miteinander verbunden sind, sowie natürliche oder juristische Personen, die sich zum Zweck der Umgehung der Begrenzung zusammentun, als eine Person.

- 3 Die vorstehende Begrenzung gilt nicht für die unter die Bestimmungen von Art. 9, Abs. 5 - 7 fallenden Aktien. Im Weiteren gilt die Begrenzung nicht für die Ausübung des Stimmrechts durch den unabhängigen Stimmrechtsvertreter.
- 4 Der Verwaltungsrat ist berechtigt, in besonderen Fällen von den in Abs. 2 festgelegten Beschränkungen abzuweichen.
- 5 Aktionäre, die nicht persönlich an der Generalversammlung teilnehmen können, haben die Möglichkeit, sich durch den gesetzlichen Vertreter, einen Vertreter ihrer Wahl oder durch den unabhängigen Stimmrechtsvertreter vertreten zu lassen.
- 6 Der Verwaltungsrat erlässt die Verfahrensvorschriften über die Teilnahme und Vertretung an der Generalversammlung und regelt die Anforderungen an Vollmachten und Weisungen.

Artikel 17 **Unabhängiger Stimmrechtsvertreter**

- 1 Die Generalversammlung wählt den unabhängigen Stimmrechtsvertreter.
- 2 Das Amt beginnt nach Abschluss der Generalversammlung, an welcher die Wahl vorgenommen wurde, und endet mit dem Abschluss der nächsten ordentlichen Generalversammlung. Eine Wiederwahl ist möglich.
- 3 Der unabhängige Stimmrechtsvertreter ist verpflichtet, die ihm von den Aktionären übertragenen Stimmrechte weisungsgemäss auszuüben.
- 4 Hat die Gesellschaft keinen unabhängigen Stimmrechtsvertreter, wird dieser für die nächste Generalversammlung vom Verwaltungsrat bezeichnet.

Artikel 18 **Quorum und Beschlüsse**

- 1 Die Generalversammlung ist beschlussfähig ohne Rücksicht auf die Zahl der anwesenden Aktionäre oder der vertretenen Aktien, soweit diese Statuten nichts anderes bestimmen.
- 2 Soweit das Gesetz oder die Statuten nicht eine qualifizierte Mehrheit vorschreiben, fasst die Generalversammlung ihre Beschlüsse und vollzieht ihre Wahlen mit der Mehrheit der vertretenen Aktienstimmen.
- 3 Bei Stimmgleichheit hat der Vorsitzende der Generalversammlung den Stichentscheid.

Artikel 19 **Abstimmungsverfahren**

- 1 Abstimmungen und Wahlen erfolgen offen, sofern der Vorsitzende nicht eine schriftliche oder elektronische Wahl oder Abstimmung anordnet.
- 2 Einer oder mehrere Aktionäre, die zusammen über mindestens 10 % der vertretenen Stimmen verfügen, können schriftliche Abstimmungen oder Wahlen verlangen.
- 3 Der Vorsitzende kann eine Abstimmung oder Wahl jederzeit wiederholen lassen, sofern nach seiner Meinung Zweifel am Abstimmungsergebnis bestehen; in diesem Fall gilt die vorausgegangene Abstimmung oder Wahl als nicht geschehen.

Artikel 20 **Unübertragbare Befugnisse der Generalversammlung**

1 Der Generalversammlung stehen folgende unübertragbare Befugnisse zu:

1. Festsetzung und Änderung der Statuten;
2. Wahl und Abberufung der Mitglieder des Verwaltungsrates, des Präsidenten des Verwaltungsrates und der Mitglieder des Vergütungsausschusses;
3. Wahl und Abberufung der Revisionsstelle;
4. Wahl und Abberufung des unabhängigen Stimmrechtsvertreters;
5. Genehmigung des Lageberichtes und der Konzernrechnung;
6. Genehmigung der Jahresrechnung sowie die Beschlussfassung über die Verwendung des Bilanzgewinnes, insbesondere die Festsetzung der Dividende und der Tantieme;
7. Festsetzung der Zwischendividende und die Genehmigung des dafür erforderlichen Zwischenabschlusses;
8. Beschlussfassung über die Rückzahlung der gesetzlichen Kapitalreserve;
9. Genehmigung der Vergütungen des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung gemäss Art. 31 der Statuten;
10. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung;
11. Dekotierung der Beteiligungspapiere der Gesellschaft;
12. Beschlussfassung über die Gegenstände, die der Generalversammlung durch das Gesetz oder die Statuten vorbehalten sind.

2 Ausserdem befasst sich die Generalversammlung mit allen Geschäften, die ihr vom Verwaltungsrat zur Beschlussfassung vorgelegt werden.

Artikel 21 **Besonderes Quorum und qualifizierte Mehrheit**

1 Ein Beschluss der Generalversammlung, der mindestens zwei Drittel der vertretenen Stimmen und die Mehrheit der vertretenen Aktiennennwerte auf sich vereinigt, ist erforderlich für:

1. die Änderung des Gesellschaftszweckes;
2. die Einführung von Stimmrechtsaktien;
3. die Beschränkung der Übertragbarkeit von Namenaktien;
4. die Einführung eines bedingten Kapitals oder eines Kapitalbands;
5. die Kapitalerhöhung aus Eigenkapital, gegen Sacheinlagen oder durch Verrechnung mit einer Forderung und die Gewährung von besonderen Vorteilen;
6. die Einschränkung oder Aufhebung des Bezugsrechtes;
7. die Verlegung des Sitzes der Gesellschaft;
8. die Auflösung der Gesellschaft;
9. die Dekotierung der Beteiligungspapiere der Gesellschaft;
10. die Abberufung von Mitgliedern des Verwaltungsrates;
11. sonstige Gegenstände, für welche ein besonderes Quorum und eine qualifizierte Mehrheit nach Gesetz oder Statuten erforderlich sind.

2 Statutenbestimmungen, die für die Fassung bestimmter Beschlüsse grössere Mehrheiten als die vom Gesetz vorgeschriebenen festlegen, können nur mit dem vorgesehenen Mehr eingeführt, geändert und abgeschafft werden.

- 3 Namenaktionäre, die einem Beschluss über die Zweckänderung oder die Einführung von Stimmrechtsaktien nicht zugestimmt haben, sind während sechs Monaten nach dessen Veröffentlichung im Schweizerischen Handelsamtsblatt an statutarische Beschränkungen der Übertragbarkeit der Aktien nicht gebunden.

B. Verwaltungsrat

Artikel 22 Anzahl der Verwaltungsräte, Amtsdauer

- 1 Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens fünf und maximal neun Mitgliedern, die Aktionäre oder Vertreter einer juristischen Person oder Handelsgesellschaft, die an der Gesellschaft beteiligt ist, sein müssen.
- 2 Der Präsident und die Mitglieder des Verwaltungsrates werden von der Generalversammlung einzeln für eine Amtsdauer bis zum Abschluss der nächsten ordentlichen Generalversammlung gewählt. Wiederwahl ist möglich.
- 3 Ist das Amt des Präsidenten vakant, so ernennt der Verwaltungsrat aus seiner Mitte einen neuen Präsidenten für die verbleibende Amtsdauer.
- 4 Je ein Mitglied des Verwaltungsrates ist als Vertreter der Namen- und der Inhaberaktionäre zu bestimmen.

Artikel 23 Organisation des Verwaltungsrates

- 1 Vorbehältlich der Wahl des Präsidenten des Verwaltungsrates und der Mitglieder des Vergütungsausschusses konstituiert sich der Verwaltungsrat selbst.
Er bezeichnet einen oder mehrere Vizepräsidenten und den Sekretär, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss.
- 2 Der Verwaltungsrat ordnet im Organisationsreglement die Verteilung seiner Befugnisse und definiert seine Organisation.

Artikel 24 Einberufung und Beschlüsse

- 1 Der Präsident oder bei dessen Verhinderung sein Stellvertreter beruft die Sitzungen ein und leitet die Verhandlungen.
- 2 Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann unter Angabe der Gründe vom Präsidenten die unverzügliche Einberufung einer Sitzung verlangen.
- 3 Über die Verhandlungen und Beschlüsse ist ein Protokoll zu führen, das vom Vorsitzenden und von der protokollführenden Person unterzeichnet wird.
- 4 Der Verwaltungsrat ist bei Anwesenheit der Mehrheit seiner Mitglieder beschlussfähig.
- 5 Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Der Präsident stimmt mit und hat den Stichentscheid.
- 6 Beschlüsse des Verwaltungsrates können, soweit das Gesetz es nicht in zwingender Weise anders bestimmt, auch auf schriftlichem Weg auf Papier oder in elektronischer Form gefasst werden, sofern nicht ein Mitglied die mündliche Beratung verlangt.

Artikel 25 **Zuständigkeit des Verwaltungsrates**

Der Verwaltungsrat leitet alle Geschäfte der Gesellschaft, insoweit sie nicht der Generalversammlung vorbehalten oder im Organisationsreglement nach Art. 27 übertragen worden sind.

Artikel 26 **Unübertragbare Aufgaben des Verwaltungsrates**

Der Verwaltungsrat hat folgende unübertragbare und unentziehbare Aufgaben:

1. Oberleitung der Gesellschaft und Erteilung der nötigen Weisungen;
2. Festlegung der Organisation und Erlass des Organisationsreglementes;
3. Ausgestaltung des Rechnungswesens, der Finanzkontrolle sowie der Finanzplanung;
4. Ernennung und Abberufung der mit der Geschäftsführung und der Vertretung betrauten Personen;
5. Oberaufsicht über die mit der Geschäftsführung betrauten Personen, namentlich im Hinblick auf die Befolgung der Gesetze, Statuten, Reglemente und Weisungen;
6. Erstellung des Geschäftsberichtes, des Vergütungsberichtes und des Berichts über nichtfinanzielle Belange, sowie weitere Berichte, die zwingend vom Verwaltungsrat zu erstellen sind;
7. die Vorbereitung der Generalversammlung und Ausführung ihrer Beschlüsse;
8. Einreichung eines Gesuchs um Nachlassstundung und Benachrichtigung des Gerichts im Falle der Überschuldung;
9. sowie alle ihm darüber hinaus durch Gesetz, Statuten und Organisationsreglement zugewiesenen Aufgaben.

Artikel 27 **Übertragung von Aufgaben**

- 1 Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bestellen, die mit der Vorbereitung und Ausführung seiner Beschlüsse oder der Überwachung bestimmter Geschäfte betraut sind. Der Verwaltungsrat sorgt für eine angemessene Berichterstattung.
- 2 Der Verwaltungsrat kann die Geschäftsführung nach Massgabe des Organisationsreglementes ganz oder zum Teil an einzelne Mitglieder (Delegierte), an einen Ausschuss oder an Dritte, die nicht Aktionäre sein müssen (Direktoren), übertragen.

Artikel 28 **Vergütungsausschuss**

- 1 Der Vergütungsausschuss besteht aus mindestens drei Mitgliedern des Verwaltungsrates. Die Generalversammlung wählt die Mitglieder einzeln. Die Amtsdauer beginnt nach Abschluss der Generalversammlung, an welcher die Wahl vorgenommen wurde und endet mit dem Abschluss der nächsten ordentlichen Generalversammlung. Eine Wiederwahl ist möglich.
- 2 Scheiden ein oder mehrere Mitglieder aus oder ist der Vergütungsausschuss nicht vollständig besetzt, kann der Verwaltungsrat bis zum Abschluss der nächsten ordentlichen Generalversammlung aus seiner Mitte Mitglieder bezeichnen.
- 3 Der Verwaltungsrat bezeichnet einen Vorsitzenden (Präsidenten) des Vergütungsausschusses. Im Übrigen konstituiert sich der Vergütungsausschuss selber.
- 4 Wenn der Verwaltungsrat weniger als 8 (acht) Mitglieder zählt, kann der Vergütungsausschuss auch aus den gleichen Mitgliedern bestehen wie der Verwaltungsrat.

- 5 Der Vergütungsausschuss befasst sich mit der Vergütungspolitik der Gesellschaft. Er hat die ihm gemäss Organisationsreglement und Reglement des Vergütungsausschusses zugewiesenen Aufgaben und Beschluss- und Antragskompetenz. Insbesondere unterstützt er den Verwaltungsrat bei der Festlegung des Vergütungssystems und der Vergütungsgrundsätze und bei der Vorbereitung der Anträge an die Generalversammlung zur Genehmigung der Vergütung gemäss Art. 31 der Statuten. Der Vergütungsausschuss kann dem Verwaltungsrat in allen Vergütungsangelegenheiten Anträge und Empfehlungen unterbreiten.
- 6 Das Organisationsreglement und das Reglement des Vergütungsausschusses können dem Vergütungsausschuss weitere Aufgaben zuweisen.

Artikel 29 **Vertretung nach aussen**

- 1 Der Verwaltungsrat kann die Vertretung nach aussen einem oder mehreren seiner Mitglieder und/oder Dritten (Direktoren) übertragen.
- 2 Der Verwaltungsrat kann Prokuristen und andere Bevollmächtigte ernennen.
- 3 Der Verwaltungsrat verleiht den zur Vertretung der Gesellschaft nach aussen ermächtigten Personen die Zeichnungsberechtigung. Die Art der Zeichnung wird im Organisationsreglement festgelegt.

Artikel 30 **Auskünfte**

- 1 Jeder Verwaltungsrat kann Auskunft über alle Angelegenheiten der Gesellschaft verlangen.
- 2 In den Sitzungen sind alle Verwaltungsräte sowie die mit der Geschäftsführung betrauten Personen zur Auskunft verpflichtet.
- 3 Ausserhalb der Sitzungen kann jedes Mitglied von den mit der Geschäftsführung betrauten Personen Auskunft über den Geschäftsgang und - mit Ermächtigung des Präsidenten - auch über einzelne Geschäfte verlangen.
- 4 Soweit es für die Erfüllung einer Aufgabe erforderlich ist, kann jedes Mitglied dem Präsidenten beantragen, dass ihm Bücher und Akten vorgelegt werden.
- 5 Weist der Präsident ein Gesuch um Auskunft, Anhörung oder Einsicht ab, so entscheidet der Verwaltungsrat auf Antrag des Gesuchstellers.

C. Vergütung des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung

Artikel 31 **Genehmigung der Vergütung durch die Generalversammlung**

- 1 Die Generalversammlung genehmigt jährlich die Anträge des Verwaltungsrates in Bezug auf die Gesamtbeträge für
 - die maximale fixe Vergütung für die Mitglieder des Verwaltungsrates für die Dauer bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung,
 - die maximale fixe Vergütung für die Mitglieder der Geschäftsleitung für das laufende Geschäftsjahr,
 - die variable Vergütung für die exekutiven Mitglieder des Verwaltungsrates für das abgeschlossene Geschäftsjahr,

- die variable Vergütung für die Mitglieder der Geschäftsleitung für das abgeschlossene Geschäftsjahr.
- 2 Der Verwaltungsrat kann von Abs. 1 soweit rechtlich zulässig abweichende oder zusätzliche Anträge an die Generalversammlung stellen.
- 3 Die Gesellschaft oder von ihr kontrollierte Gesellschaften sind ermächtigt, jeder Person, die nach dem Zeitpunkt der Genehmigung der entsprechenden Vergütung durch die Generalversammlung in die Geschäftsleitung eintritt oder innerhalb der Geschäftsleitung befördert wird, während der Dauer der bereits genehmigten Vergütungsperiode(n) einen Zusatzbetrag auszurichten, wenn die bereits genehmigte Vergütung für deren Vergütung nicht ausreicht. Der Zusatzbetrag darf 40% der jeweils letzten genehmigten Gesamtbeträge der Vergütung der Geschäftsleitung nicht übersteigen.
- 4 Genehmigt die Generalversammlung einen Antrag des Verwaltungsrates nicht, setzt der Verwaltungsrat den entsprechenden (maximalen) Gesamtbetrag oder mehrere (maximale) Teilbeträge unter Berücksichtigung aller relevanten Faktoren fest. Der Verwaltungsrat legt den oder die so festgelegten Beträge derselben Generalversammlung, einer nachfolgenden ausserordentlichen Generalversammlung oder der nächsten ordentlichen Generalversammlung zur Genehmigung vor.
- 5 Die Gesellschaft oder von ihr kontrollierte Gesellschaften können Vergütungen vor Genehmigung durch die Generalversammlung ausrichten, unter Vorbehalt der nachträglichen Genehmigung durch die Generalversammlung.

Artikel 32 Allgemeine Vergütungsgrundsätze

- 1 Die Mitglieder des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung haben Anspruch auf eine ihrer Tätigkeit und Verantwortung entsprechende Vergütung.
- 2 Die Gesellschaft kann Vergütungen ausrichten für Tätigkeiten in Unternehmen, die durch die Gesellschaft direkt oder indirekt kontrolliert werden und für Tätigkeiten auf Anordnung des Unternehmens. Die Vergütung kann von der Gesellschaft oder von ihr kontrollierten Gesellschaften ausgerichtet werden.
- 3 Die Vergütung der nicht-exekutiven Mitglieder des Verwaltungsrates umfasst nur fixe Vergütungselemente.
- 4 Die Vergütung der exekutiven Mitglieder des Verwaltungsrates und der Mitglieder der Geschäftsleitung umfasst fixe und variable Vergütungselemente. Die fixe Vergütung umfasst das Grundgehalt und kann weitere Vergütungselemente umfassen. Die variable Vergütung richtet sich nach der Erreichung bestimmter Leistungsziele.
- 5 Die Leistungsziele können persönliche Ziele, unternehmens- und bereichsspezifische Ziele sowie betriebswirtschaftliche oder marktrelevante Kennzahlen umfassen. Dabei wird jeweils die Funktion und die Verantwortungsstufe des Empfängers der variablen Vergütung berücksichtigt.
- 6 Der Verwaltungsrat oder, soweit an ihn delegiert, der Vergütungsausschuss legt Leistungswerte und Ziele der variablen Vergütungselemente sowie deren Erreichung fest.
- 7 Die Vergütung kann in der Form von Geld, Aktien oder Sach- oder Dienstleistungen ausgerichtet werden; die Vergütung der exekutiven Mitglieder des Verwaltungsrates und der Mitglieder der Geschäftsleitung kann überdies in der Form von anderen Beteiligungspapieren, Optionen, vergleichbaren Instrumenten oder Einheiten ausgerichtet werden. Der Verwaltungsrat oder, soweit an ihn delegiert, der Vergütungsausschuss legt Zuteilungsbedingungen, Ausübungsbedingungen und –fristen sowie allfällige Sperrfristen und Verfallsbedingungen fest.

D. Revisionsstelle

Artikel 33 Anzahl der Mitglieder; Amtsdauer

- 1 Die Generalversammlung wählt die Revisionsstelle mit den im Gesetz festgehaltenen Rechten und Pflichten. Die Amtsdauer der Revisionsstelle beträgt höchstens drei Jahre. Sie endet mit der Generalversammlung, welcher der letzte Bericht zu erstatten ist. Eine Wiederwahl ist möglich.
- 2 Die Revisionsstelle prüft, ob die Buchführung und die Jahresrechnung sowie der Antrag über die Verwendung des Bilanzgewinnes Gesetz und Statuten entsprechen.
- 3 Die Revisionsstelle berichtet der Generalversammlung schriftlich über das Ergebnis ihrer Prüfung. Sie empfiehlt Abnahme, mit oder ohne Einschränkung, oder Rückweisung der Jahresrechnung.
- 4 Der Bericht nennt die Personen, welche die Revision geleitet haben und bestätigt, dass die Anforderungen an Befähigung und Unabhängigkeit der Revisoren erfüllt sind.
- 5 Die Revisionsstelle erstellt zu Händen des Verwaltungsrates einen Bericht, worin sie die Durchführung und das Ergebnis ihrer Prüfung erläutert.

IV. RECHNUNGSABSCHLUSS, GEWINNVERTEILUNG UND RESERVEN

Artikel 34 Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

Artikel 35 Geschäftsbericht

- 1 Der Verwaltungsrat erstellt für jedes Geschäftsjahr einen Geschäftsbericht, der sich aus der Jahresrechnung, dem Lagebericht und der Konzernrechnung zusammensetzt.
- 2 Die Jahresrechnung besteht aus der Erfolgsrechnung, der Bilanz, der Geldflussrechnung und dem Anhang.
- 3 Der Lagebericht stellt den Geschäftsverlauf sowie die wirtschaftliche und finanzielle Lage der Gesellschaft dar und enthält die gesetzlich erforderlichen Angaben.

Artikel 36 Verwendung des Bilanzgewinnes der Gesellschaft

Unter Vorbehalt der schweizerischen gesetzlichen Vorschriften über die Gewinnverteilung steht der Bilanzgewinn zur Verfügung der Generalversammlung.

Artikel 37 Reserven

- 1 Die Zuweisungen an die Reserven erfolgen in Übereinstimmung mit den schweizerischen gesetzlichen Vorschriften.
- 2 Der Rest steht, unter Vorbehalt der gesetzlichen Bestimmungen, zur freien Verfügung der Generalversammlung.
- 3 Wird eine Dividende ausgeschüttet, so erhält jede Aktie und jeder Partizipationschein einen entsprechenden Anteil im Verhältnis zum Nennwert.
- 4 Die Generalversammlung kann die Bildung freiwilliger Gewinnreserven beschliessen.

V. AUFLÖSUNG UND LIQUIDATION DER GESELLSCHAFT

Artikel 38 Auflösung und Liquidation

- 1 Die Generalversammlung kann jederzeit die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft nach Massgabe der gesetzlichen und statutarischen Vorschriften beschliessen.
- 2 Die Liquidation wird durch den Verwaltungsrat durchgeführt, sofern sie nicht durch die Generalversammlung an andere Personen übertragen wird.
- 3 Die Liquidation der Gesellschaft erfolgt nach Massgabe der Art. 742 ff. OR.
Die Liquidatoren sind ermächtigt, Aktiven einschliesslich Grundstücke auch freihändig zu veräussern.
- 4 Nach erfolgter Tilgung der Schulden wird das Vermögen unter die Aktionäre und die Inhaber von Partizipationsscheinen nach Massgabe deren jeweiligen Anteile, bestimmt nach Nennwert, verteilt.

VI. ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Artikel 39 Verträge mit Mitgliedern des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung

- 1 Die Gesellschaft oder von ihr kontrollierte Gesellschaften können mit Mitgliedern des Verwaltungsrates unbefristete oder befristete Verträge über deren Mandat und Vergütung abschliessen. Die Dauer und Beendigung richten sich nach Amtsdauer und Gesetz.
- 2 Die Gesellschaft oder von ihr kontrollierte Gesellschaften können mit Mitgliedern der Geschäftsleitung Arbeitsverträge auf unbestimmte Dauer mit einer Kündigungsfrist von maximal 6 (sechs) Monaten abschliessen.

Artikel 40 Anzahl zulässiger Mandate

- 1 Mitglieder des Verwaltungsrates dürfen nicht mehr als 4 weitere Mandate in börsenkotierten Unternehmen und 10 weitere Mandate in nicht börsenkotierten Unternehmen ausüben.
- 2 Mitglieder der Geschäftsleitung dürfen kein Mandat in einem börsenkotierten Unternehmen, jedoch 4 Mandate in nicht börsenkotierten Unternehmen ausüben.
- 3 Nicht unter diese Beschränkung fallen
 - a) Mandate in Unternehmen, die durch die Gesellschaft direkt oder indirekt kontrolliert werden oder die Gesellschaft kontrollieren;
 - b) Mandate, die ein Mitglied des Verwaltungsrates oder der Geschäftsleitung im Auftrag oder auf Anordnung der Gesellschaft oder einer von ihr kontrollierten Gesellschaften ausübt. Kein Mitglied des Verwaltungsrates oder der Geschäftsleitung kann mehr als 20 solche Mandate wahrnehmen;
 - c) Mandate in Vereinen, wohltätigen Organisationen, gemeinnützigen Stiftungen sowie Personalfürsorgestiftungen. Kein Mitglied des Verwaltungsrates oder der Geschäftsleitung kann mehr als 30 solche Mandate wahrnehmen.

- 4 Als Mandate gelten Mandate im obersten Leitungsorgan einer Rechtseinheit, die zur Eintragung im Handelsregister oder in ein entsprechendes ausländisches Register verpflichtet ist. Mandate in verschiedenen Rechtseinheiten, die unter einheitlicher Kontrolle oder gleicher wirtschaftlicher Berechtigung stehen, gelten als ein Mandat.
- 5 Der Verwaltungsrat erlässt weitere Vorgaben, insbesondere zu einer Konsultationspflicht der Mitglieder des Verwaltungsrates und zum Genehmigungsverfahren für die Mitglieder der Geschäftsleitung.

Artikel 41 Kredite und Darlehen

Die Gesellschaft oder von ihr kontrollierte Gesellschaften können exekutiven Mitgliedern des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung Darlehen und Kredite zu marktüblichen Bedingungen gewähren. Solche Darlehen und Kredite dürfen den Betrag einer festen Jahresvergütung der betreffenden Person nicht übersteigen. Als Basis der Kredit- oder Darlehensgewährung gilt die feste Jahresvergütung des Vorjahres.

Artikel 42 Bekanntmachungen

Alle Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt.
Der Verwaltungsrat kann weitere Publikationsorgane bestimmen.

Artikel 43 Gerichtsstand

Der ausschliessliche Gerichtsstand für sämtliche aus dem Gesellschaftsverhältnis entstehenden Streitigkeiten befindet sich am Sitz der Gesellschaft.